

Convention collective régionale

IDCC : 863. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES
(ILLE-ET-VILAINE ET DU MORBIHAN)**
(12 avril 1976)

(Etendue par arrêté du 20 décembre 1978,
Journal officiel du 28 janvier 1979)

■ *Journal officiel* du 4 novembre 2006

**Arrêté du 24 octobre 2006 portant extension d'accords conclus
dans le cadre de la convention collective des industries
métallurgiques, électriques et électroniques d'Ille-et-Vilaine et du
Morbihan (n° 863)**

NOR : SOCT0612208A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1978 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 6 septembre 2004, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, électriques et électroniques d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan du 12 avril 1976 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 27 juin 2005, relatif aux rémunérations annuelles garanties, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 9 décembre 2005 sur les rémunérations minimales hiérarchiques ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 2 août 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, électriques et électroniques d'Ille-et-Vilaine et du Mor-

bihan, tel qu'il résulte de l'accord du 9 mai 1979, étendu par l'arrêté du 29 octobre 1989, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 27 juin 2005, relatif aux rémunérations annuelles garanties, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

L'article 3 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 1983, relatif aux rémunérations annuelles garanties, tel que modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, selon lesquelles les rémunérations annuelles garanties sont proratisées en cas d'entrée ou de départ de l'entreprise en cours d'année ;

- l'accord du 9 décembre 2005, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. - Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicules conventions collectives n°s 2005/40 et 2006/6, disponibles à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 7,61 €.